

Et si le 17 il s'agissait simplement de lutte des classes ...

vendredi 16 novembre 2018, par [Jacques COTTA](#)

Il existe des moments historiques et des évènements particuliers qui permettent d'apprécier à sa juste valeur la nature et l'orientation politique des différentes forces qui s'expriment. N'est-ce pas ce que nous sommes en train de vivre ?

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe sont engagés depuis les élections présidentielles dans un saccage général des conquêtes sociales qui remontent à des dizaines d'années de combats, de sueur et de sang. Evidemment, ce gouvernement s'inscrit dans la continuité des précédents, de « droite » comme de « gauche ». Mais il fait mieux et plus. Il parachève l'oeuvre de ses prédécesseurs dans tous les secteurs et les domaines clés de la société. Travail, salaires, santé, éducation, services publics, fonctionnaires, etc... Aujourd'hui ce sont la sécurité sociale et les retraites qui devraient retenir l'attention de ce gouvernement qui applique à la lettre lorsqu'il ne les devance pas les directives de l'union européenne.

Dans cette situation, le 17 novembre permet d'apprécier la nature et la politique des différentes forces en présence. A la veille de cette journée, il semble que la tentative gouvernementale de limiter les appels à la simple question du prix de l'essence et du gasoil est vaine. Alors que les médias se sont évertués à qualifier de « poujadiste » le mouvement du 17, voilà des centaines de milliers, des millions peut-être prêts à se mobiliser plus largement sur la question du pouvoir d'achat, donc des salaires, des retraites, des APL, ... Parmi les « gilets jaunes » se retrouvent toutes les catégories menacées dans leur existence à un titre ou un autre par le gouvernement Macron-Philippe. Perdus dans des éléments de langage aussi ridicules qu'absurdes, le président et le premier ministre, « Bibi » et « Bololo », leur gouvernement, leur politique sont directement la cible du déferlement qu'ils redoutent.

Que la REM soit à la remorque de ce gouvernement et du président à qui les députés godillots doivent tout, rien d'étonnant. Ce qui est plus surprenant est la manifestation de soutiens apportés à ce gouvernement de la part de toute une série de groupes ou « personnalités » qui incarnent et illustrent la décomposition de la vieille « gauche ». Martinez, Jadot,... sur France Culture en sont un témoignage direct. Tout comme une série de « gauchistes » qu'on retrouve jusque dans les rangs de la France insoumise, qui mettent en avant le prétendu souci écologique ou la présence du front national, ou encore celle de petits patrons, pour minimiser la portée du 17 contre le gouvernement Macron-Philippe.

Le 17 risque d'exprimer un moment important de la lutte des classes. Lors de la loi travail, Jean Luc Mélenchon avait espéré un déferlement populaire. Face à l'échec, il avait à juste titre exprimé que ce n'était que partie remise. Et si la date était là ? Nul ne peut rien affirmer. Mais c'est un moment important qui se joue et qui pèsera pour l'avenir, dans lequel chacun est appelé à prendre ses responsabilités. De façon assez limpide apparaît que le 17, c'est la France d'en bas, celle de 2005, du référendum victorieux contre l'union européenne, qui va se manifester.

Dans la lutte des classes, difficile d'avoir un pied dans un camp, un autre dans l'autre. Le grand écart est fatal. Fort heureusement pour la FI, Jean Luc Mélenchon a pris une position claire, a appelé sans réserve à participer à cette journée. Cette position pour sa justesse doit être celle de toute la FI. Sans exception. Il en va de la crédibilité, du sérieux, de l'utilité, de l'unité d'un mouvement qui sur le fond ne peut tolérer d'avoir une position, et son contraire. A l'épreuve du feu, n'est-ce pas la faiblesse de la FI comme mouvement gazeux qui apparaîtrait, si quelques énergies faisaient défaut, lorsque la cohérence appelle un mouvement solide, ferme, unifié, structuré et déterminé ?